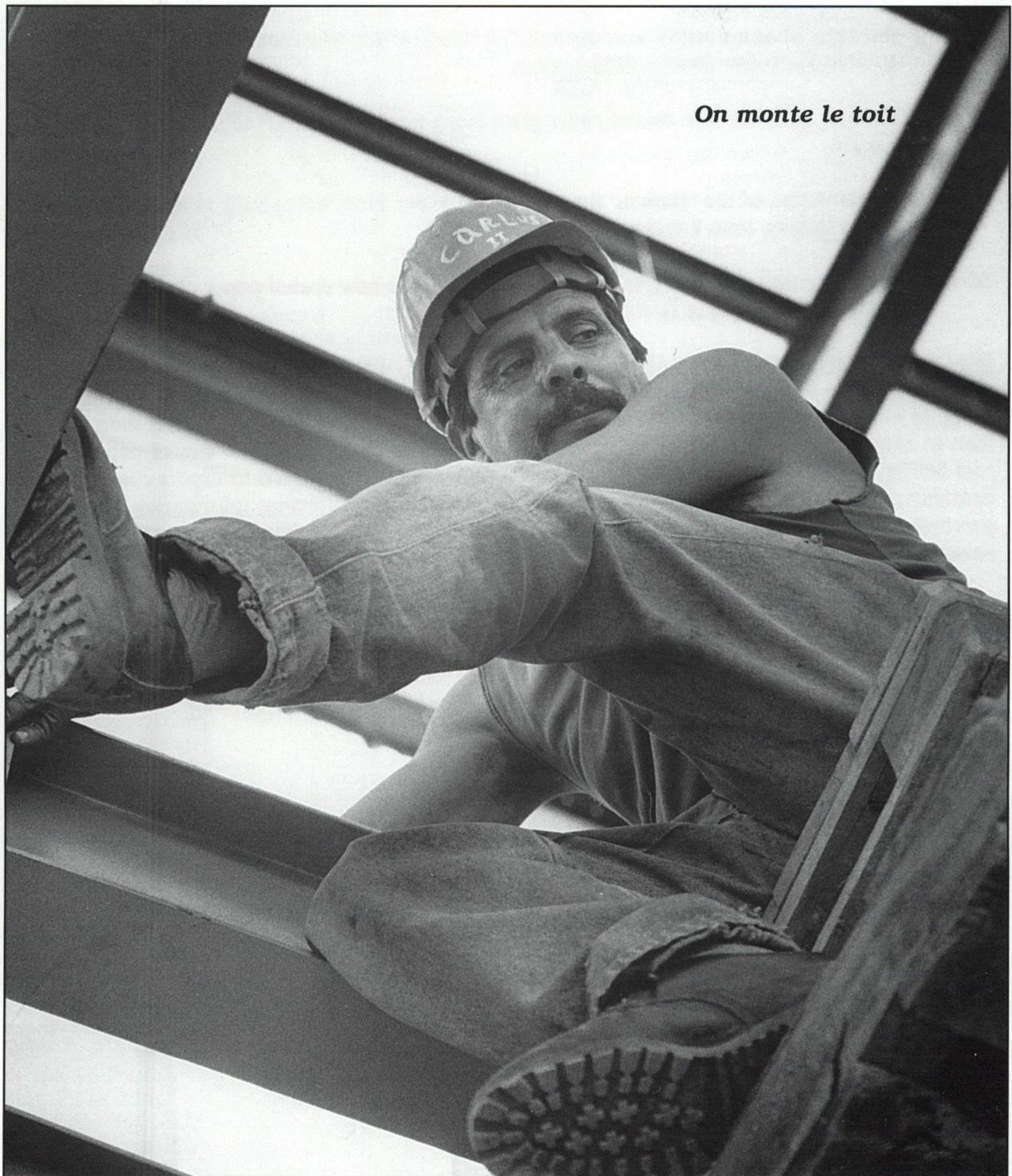


LA BID

Banque interaméricaine de développement • Août 1996

Investissements



On monte le toit

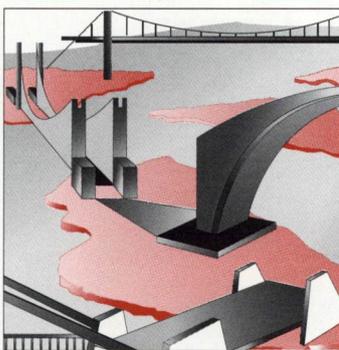
**L'avenir des Caraïbes ■ Crédit aux petites entreprises
Une mine d'or dans les cendres ■ Appui à l'intégration**

PERSPECTIVE

Crédit aux petites entreprises 3

L'Amérique latine peut-elle, comme le Japon et la Corée, utiliser les systèmes de garantie de crédit comme moteur de croissance pour les PME ?

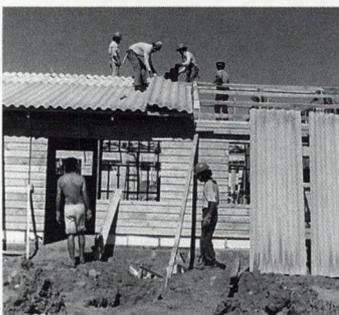
LA REGION



L'avenir des Caraïbes 4

Des solutions à l'isolation sociale et économique des Caraïbes, ainsi qu'à leurs taux croissants de pauvreté.

REFLEXIONS



Fuite de capitaux et logements abordables 6

L'effet tequila en Argentine ; et une maison pour tous au Chili.

REPÈRES

Forte hausse des investissements 7

Les investissements étrangers dans la région ont augmenté rapidement ces dix dernières années.

LA BANQUE

Mesures contre la corruption 8

Les autorités de contrôle en Amérique latine recherchent les moyens de stopper la corruption.

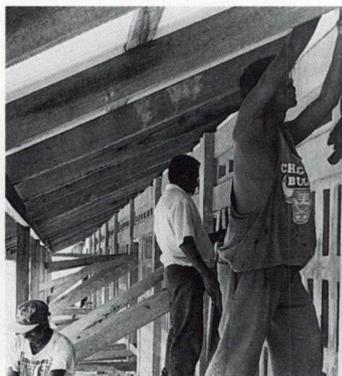
Même but, nouvelle mission 9

Réorganisation de l'Institut d'intégration de la Banque à Buenos Aires afin de satisfaire les besoins des économies dirigées par le secteur privé.

L'ACTION DE LA BANQUE

Nouvelles sur le terrain 10

Producteurs de cerises en Argentine ; écoles au Guyana ; et la Rép. Dominicaine se branche sur Internet pour lutter contre la pauvreté.



NOUVEAUX PROJETS

Récentes approbations 12

Lutte contre les inondations (Equateur) ; routes (Trinité-et-Tobago) ; réforme du système judiciaire (Paraguay).

CENTRE CULTUREL

Une vue de Manhattan 16

Un parc d'où l'on peut voir la Statue de la Liberté a été récemment conçu.

EN COUVERTURE

On monte le toit

Un projet de \$10 millions, qui vise à agrandir une usine de papier à Juan Lacaze (Uruguay), a été financé grâce à un prêt de \$6,6 millions consenti dans le cadre d'un programme de crédit industriel de la BID.
Photo de la BID par D. Mangurian.



La Banque en bref

La Banque interaméricaine de développement (BID) est une institution financière internationale créée en 1959 pour favoriser le développement économique et social de l'Amérique latine et des Caraïbes. Elle siège à Washington.

La Banque compte 28 pays membres sur le continent américain et 18 hors de la région.

Depuis 35 ans, la BID participe à des montages financiers, qui ont pesé plus de 194 milliards de dollars. Elle encourage une distribution plus équitable des bienfaits du développement et elle a fait œuvre de précurseur dans le financement des projets à caractère social.

L'Assemblée des gouverneurs est la plus haute instance de la Banque. Chacun des Etats membres y est représenté. Le Conseil d'administration, qui compte quatorze membres, assure la conduite des opérations de la Banque.

La BID a des bureaux en Amérique latine et dans les Caraïbes, qui représentent la Banque auprès des autorités locales et qui suivent l'exécution des projets financés par la Banque.

Volume 23 Numéro 8

La BID décrit le développement de l'Amérique latine et des Caraïbes et les activités de la Banque. Elle est publiée dix fois l'an en anglais, en espagnol, en français et en portugais. Il est permis d'en reproduire tout article, y compris les photographies, à condition de citer la BID.

Rédacteur en chef
Roger Hamilton

Rédacteurs adjoints
Samuel Silva
John O'Neill

Rédactrice assistante
Claudia Estrada

Rédacteur
David Mangurian

Edition française
Elisabeth Schmitt-Outadi

Photographes
Willie Heinz
Luis Portillo

Pour un abonnement gratuit à la BID, contacter la librairie de la BID, E-0105, Bureau des relations extérieures, BID 1300 New York Ave. N.W., Washington, D.C. 20577.
Fax : (202) 623-1709
Tél. : (202) 623-1753
Courrier électr. :
idb-books@iadb.org

Crédit aux petites entreprises

Les programmes de garantie de crédit aux petites entreprises ont permis de créer des emplois et de faire progresser l'économie dans certains pays, Corée du Sud et Japon, entre autres. Pourrait-on faire de même en Amérique latine ?

Oui, mais seulement si certaines conditions spécifiques ont été remplies, ont conclu des experts internationaux des systèmes de garantie de crédit réunis au siège de la BID, à Washington, début juillet. En évaluant ces systèmes en Amérique latine, les participants ont mentionné leurs coûts élevés, le faible taux d'acceptation, et les problèmes liés à la volatilité des marchés financiers dans la région.

De tels systèmes de garantie aideraient à résoudre les importants problèmes de crédit auxquels sont confrontées les PME. En assumant une partie du risque pris par une institution financière qui accorde un prêt à une entreprise privée, ces systèmes soutenus par les pouvoirs publics aident à accroître l'offre de crédit qui permet aux entreprises de s'agrandir et de se moderniser.

Un besoin évident. En Argentine, le taux d'intérêt mensuel des prêts octroyés aux entreprises atteint 3 à 4 %, chiffre quasiment prohibitif si l'on considère que l'inflation n'était que de 3,4 % pour l'ensemble de 1995. En outre, le nantissement exigé des entreprises solvables

représente deux à trois fois le montant du crédit.

Pour Paul Holden, directeur de l'Institut de recherche pour les entreprises en Amérique latine, l'absence pratiquement totale de crédit pour les petits entrepreneurs de la région résulte d'un « ensemble complexe d'échecs institutionnels ».

Au Japon, par contre, plus de la moitié des PME reçoivent des crédits par le biais de programmes de garanties soutenus par le gouvernement. Ces programmes sont à la fois peu onéreux et ont un faible taux de défaut de paiement.

En Corée du Sud, un système de garantie des prêts s'est avéré « cru-

cial » pour le succès de la stratégie de développement du pays, et a en outre eu d'importantes répercussions sociales, indique un rapport présenté par Yoon Ok Kim et Yung Whee Rhee.

Malgré les problèmes actuels, des systèmes adaptés à l'Amérique latine seront conçus.

Les experts financiers de la BID, K. B. Staking et J. Listerri, ont présenté ces conclusions :

- ▶ La réussite des systèmes de garantie de crédit dépend du bon fonctionnement des marchés financiers et des systèmes juridique et de réglementation.

- ▶ Le secteur privé doit avoir un rôle prééminent dans la gestion de ces systèmes : les subventions du secteur public doivent être

minimales et transparentes.

- ▶ Il faut que la demande soit suffisante pour qu'un pays lance un tel système.

- ▶ Toute proposition de système doit prendre en compte le cadre réglementaire usité dans le pays.

- ▶ Les coûts engendrés par le crédit doivent être réalistes, sinon un système sera voué à l'échec.

- ▶ Les objectifs politiques, sociaux et de développement, et non pas ceux purement

économiques, pourraient jouer un rôle dans la conception de systèmes de garantie de crédit pour les PME.

On a donné au secteur privé le rôle de chef de file dans le développement futur de l'Amérique latine. Les PME peuvent apporter une contribution totale uniquement si elles ont accès au crédit dont elles ont besoin pour se développer.

—Daniel Drosdoff



DAVID MANGURIAN-BID

Les systèmes de garantie de crédit permettraient aux petites entreprises de la région d'accroître leur production et de moderniser leurs installations.

INTEGRATION

Où vont les Caraïbes ?

Abattre les frontières à la rencontre du monde

Les années 60 semblaient l'aube d'une nouvelle ère pour les Caraïbes. Les pays, dont plusieurs venaient d'accéder à l'indépendance, se sont lancés dans des programmes de transformation sociale et économique ; un vent d'optimisme soufflait sur la région.

Mais aujourd'hui, les revenus sont à la baisse, la pauvreté et le pessimisme sont à la hausse et les populations de la région réclament un changement d'orientation et de nouvelles mesures.

C'est ce qu'affirme Winston C. Dookeran, l'ex-ministre de la Planification de la Trinité-et-Tobago, et l'organisateur d'une conférence qui a eu lieu en 1994 au Centre des affaires internationales d'Harvard. A cette conférence, des spécialistes des Caraïbes ont examiné la place de la région dans un environnement global en évolution. Les points de vue de ces spécialistes ont été réunis sous le titre *Choices and Change: Reflections on the Caribbean*.

Font suite quelques propositions concernant l'avenir des Caraïbes.

Intégration à des blocs commerciaux

Winston C. Dookeran
Université d'Harvard

Les Caraïbes sont une région complexe, voire énigmatique, constituée de nations dont la taille, la population, la géographie, l'histoire, la langue, la religion, la race et la politique diffèrent énormément. Les économies de la région partagent quelques caractéristiques importantes : elles sont en général de petite taille, leurs bases de ressources sont limitées et leurs ratios commerce/production sont élevés.

Malgré leurs efforts constants pour changer cette donne, la plupart des pays des Caraïbes

dépendent encore de marchés préférentiels à l'exportation. Toute stratégie économique future pour la région doit être fondée sur la création d'un secteur d'exportation dynamique.

Les défis à relever sont de capter les flux globaux de technologie, de se synchroniser avec les cycles commerciaux globaux, et d'être compétitifs dans une économie régionale intégrée.

Il conviendrait présentement que les Caraïbes appliquent un régionalisme ouvert. En créant de nouveaux blocs commerciaux, les pays de la région pourraient s'intégrer à la tendance vers la globalisation et la régionalisation.

La première phase de régionalisme dans les Caraïbes, lorsque la Communauté caribéenne a été créée, visait à élargir la base de production, à ériger des forteresses commerciales et à faire converger la politique des divers pays. La phase actuelle, qui combine l'intégration de la production à l'ouverture des marchés, représente une étape vers un système d'échanges multilatéraux plus ouvert.

Les Caraïbes doivent accepter les réalités de cette globalisation de l'économie. Elles doivent s'éloigner de leur position traditionnelle réactionnaire pour prendre une position plus affirmée.

Réforme du gouvernement : l'ingrédient qui fait défaut

Nancy Birdsall
Vice-présidente exécutive, BID

Tout développement des Caraïbes passe par la réduction du rôle de l'Etat dans la production et la création d'un environnement favorable à la croissance.

La première étape est la privatisation, secteur dans lequel les Caraïbes ont du retard. Ainsi, la



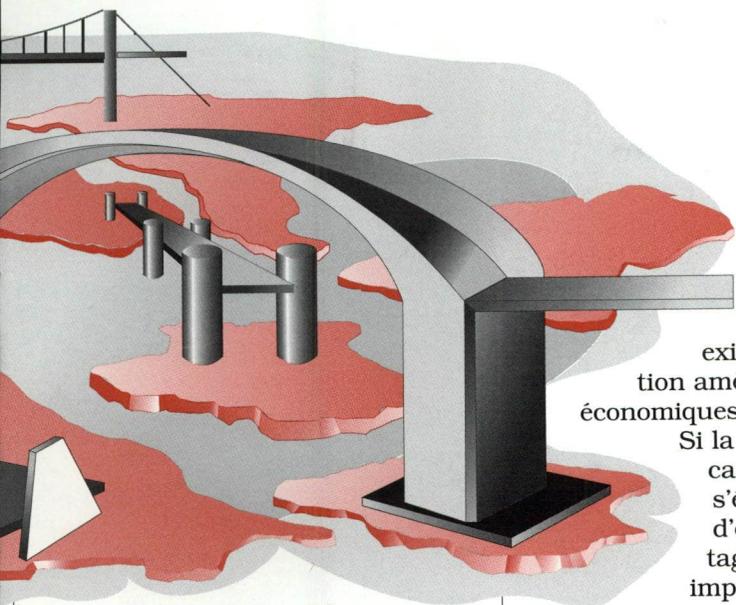
GRAPHIQUE PAR CECILIA JACOBSON-BID

République Dominicaine, bien que championne de l'ajustement, a encore environ 25 entreprises étatiques dont les pertes représentent environ 3 % du PIB par an, montant égal aux dépenses d'éducation et de santé publiques. Mais le gouvernement doit être assez fort pour que les monopoles privés ne remplacent pas les monopoles publics.

La seconde est la déréglementation. Dans de nombreux pays des Caraïbes, les protections apparentes pour les ouvriers restreignent l'investissement privé, diminuent l'efficacité, et accroissent les problèmes d'inégalité en réduisant les possibilités d'emploi, tout en ne parvenant pas à fournir un filet de sécurité adéquat. Les gouvernements doivent adopter de nouvelles politiques d'emploi établissant des normes de travail tout en reconnaissant les droits des conventions collectives mais tenant l'Etat à l'écart des négociations entre les partenaires sociaux.

La réglementation qui restreint l'investissement étranger semble

☎ Pour commander *Choices and Change: Reflections on the Caribbean*, ouvrage disponible seulement en anglais, contacter la librairie de la BID : tél. (202) 623-1753, fax (202) 623-1709 ou courrier électr. : idb-books@iadb.org



Il me semble difficile que les arrangements existants d'intégration amènent des progrès économiques dans les Caraïbes. Si la Communauté caribéenne ne s'élargit pas afin d'englober davantage de pays, il est improbable qu'elle atteindra la masse critique

particulièrement nuisible. Alors que les pays caribéens semblent ouverts aux investissements étrangers, en fait beaucoup ne le sont pas.

Même dans une économie ouverte comme la Trinité-et-Tobago, au moins 25 secteurs restent interdits aux investisseurs étrangers contre deux au Chili.

Enfin, le nombre de fonctionnaires est souvent pléthorique, les salaires sont trop bas pour attirer les meilleurs éléments, et les pratiques sont désuètes.

La privatisation, la réglementation et les réformes sociales exigent un Etat qui puisse donner des moyens au secteur privé.

Coopération fonctionnelle

*Charles A. T. Skeete
Economiste, BID*

De ces trois principales formes d'unité - coopération fonctionnelle, union politique et intégration économique -, seule la première a une contribution potentielle importante à apporter aux nations de la communauté caribéenne.

L'économie caribéenne pose des obstacles décourageants à l'intégration du marché. Les marchés de chaque pays sont petits et fortement fragmentés : leur capacité d'importation dépend des exportations vers les marchés extrarégionaux ; leurs structures sont similaires ; et leurs coûts de production élevés selon les normes internationales.

nécessaire à la réalisation d'économies d'échelle en matière de production.

A mon avis, l'unité caribéenne ne repose sur rien de plus qu'une nécessité durable pour un sens d'identité et de communauté. Je pense que ce besoin se fonde sur des valeurs partagées, des analogies sur le plan historique et des formes d'expression culturelle, ainsi que des similarités quant à l'organisation sociale et économique.

A cet égard, l'intégration dans les Caraïbes prendrait la forme d'un système de coopération fonctionnel. Les possibilités d'actions conjointes pourraient inclure l'éducation supérieure, des activités culturelles et sportives et une cour d'appel.

Un des résultats importants de cette unification serait de donner à la nouvelle entité plus de poids aux niveaux diplomatique et des négociations. Cependant, on ne devrait pas exiger des pays qu'ils fassent individuellement des sacrifices héroïques qui ne seraient pas compensés par des profits réalisés grâce à cette unité.

Vers une union politique

*Havelock R. H. Ross-Brewster
Ancien administrateur de la BID*

Ma vision principale de l'avenir des Caraïbes est celle d'une Union des Etats de cette région qui donnerait aux habitants la nationalité caribéenne en plus de celle des Etats membres individuels.

De mon point de vue, une union politique de la sorte est nécessaire à l'heure actuelle. Les Etats constituant la CARICOM sont devenus de plus en plus périphériques et isolés, et n'ont que des liens précaires, voire inexistant, avec l'Afrique, l'Asie, l'Amérique latine et l'Amérique du Nord.

Il est bien possible que les Caraïbes soient la communauté la plus isolée au monde. Ses liens stratégiques, coloniaux et migratoires se sont relâchés, alors que sa diaspora est devenue plus distante avec les années. Au moment où les pays dans le monde ouvraient leur économie, les Caraïbes se refermaient sur elles-mêmes aux plans culturel et racial.

Une union politique aboutirait à un renforcement des relations de la CARICOM avec les pays caribéens non anglophones, l'Amérique centrale, et le reste de l'Amérique latine. L'accroissement de l'identification culturelle des populations de la CARICOM, de leurs connaissances de soi et de leur confiance en soi leur permettrait d'avoir des contacts culturels et géographiques avec leurs voisins. Lorsqu'il existe des opportunités commerciales mutuellement avantageuses ou autres, les pays devraient en tirer plein parti.

L'Union entreprendrait des activités conjointes, dont les pays sont incapables individuellement, sur la mer, ou l'espace aérien, la météorologie, les maladies et les insectes nuisibles. La région disposerait d'une sécurité régionale et d'une infrastructure sociale : technologie supérieure, formation scientifique poussée et installations médicales.

Les futures institutions économiques viseraient à dynamiser le secteur privé et à promouvoir le développement d'activités véritablement régionales.

Parallèlement, les activités de production et de commerce qui n'ont aucune raison d'être exécutées au niveau régional subiraient la loi de la concurrence internationale.

SEMINAIRES

Réussite pour le logement, crise financière

Les grandes questions sur le développement : études

■ D'après les connaissances économiques de cette fin de siècle, la crise de 1995 dont ont souffert plusieurs pays latino-américains a été causée par une fuite de capitaux déclenchée par la perte de confiance des investisseurs étrangers à la suite de l'effondrement du peso mexicain. Cette chaîne d'événements a été dénommée l'« effet Tequila ».

Mais ceci est-il vraiment arrivé ? Martin Uribe, un économiste de la Division des finances inter-

Y-a-t-il eu un « effet Tequila » ?

nationales des banques fédérales de réserves des Etats-Unis, a étudié de près les statistiques économiques de l'Argentine avant et après la crise mexicaine, et a ensuite comparé ces chiffres avec un modèle théorique.

Au cours de la présentation de son étude à la BID, M. Uribe a décrit le modèle qu'il a créé, qui est celui d'une petite économie ouverte, dotée d'une prévision parfaite, et dans laquelle un agent économique a appris que les investisseurs étrangers allaient se retirer du pays.

L'expert a démontré le bien-fondé de la sagesse habituelle. Le modèle capte les caractéristiques clés de l'effet Tequila en Argentine.

Il a constaté que son modèle et la réalité correspondaient : baisse des dépenses nationales et sortie de capitaux qui ont commencé en décembre 1994, resserrement du crédit et hausse des taux d'intérêt en mars 1995, lent retour du taux

d'intérêt réel à son niveau d'avant la crise, et long déclin de la production et des investissements à partir de mars 1995.

■ L'Amérique latine n'a pas particulièrement bien réussi à fournir des logements aux pauvres. Les plans de construction et de

Maisons pour tous financement qui se fient aux forces du marché bénéficient généralement à des familles à revenus

élevés, et les mesures gouvernementales sont souvent incapables de mettre en œuvre des mécanismes compensatoires.

Le Chili fait exception à cette règle, soulignent l'expert en urbanisme de la BID, E. Rojas, et l'architecte M. Greene de l'Université catholique du Chili. D'après un document présenté à la BID, depuis 1992, le Chili a construit plus de nouvelles maisons que ne l'impliquait la demande ou la nécessité de remplacer le stock vieillissant.

Cette réussite est le résultat d'une politique de logements cohérente et de 40 années d'un engagement politique soutenu envers la participation publique dans le secteur du logement, affirment les auteurs. D'autres facteurs qui y ont contribué ont été la stabilité macro-économique persistante, la croissance économique et le renforcement des marchés financiers.

Cependant, le secteur privé ne peut pas s'attribuer cette réussite en ce qui concerne l'offre de logements pour ceux qui ont de faibles revenus, rapportent E. Rojas et M. Greene. « La présence de l'Etat se fait sentir dans tout le système », soulignent-ils.



Des logements abordables pour les familles

Un système de logement à trois niveaux prévaut à présent dans le pays. Les familles bourgeoises qui achètent des maisons construites par des promoteurs peuvent obtenir un crédit auprès de banques privées. Un système mixte basé sur des bons en espèce non remboursables octroyés par l'Etat et complété par des prêts commerciaux permet aux familles aux revenus moyens et à celles plus pauvres de financer les maisons qu'elles se construisent. En dernier ressort, le gouvernement distribue des logements fortement subventionnés aux familles pauvres.

☎ Pour un exemplaire de l'étude précitée, contacter Pilar Bilecky : fax (202) 623-2481, tél. (202) 623-1840, ou courrier électronique pilarbi@iadb.org



faibles revenus de la région.

Ce système remarquable pourrait cependant être amélioré pour que son application soit plus souple.

De l'avis des auteurs, le Gouvernement chilien devrait accroître ses investissements dans l'infrastructure urbaine, encourager une meilleure utilisation des terrains viabilisés, et promouvoir plus vigoureusement le renouveau des quartiers pauvres.

☎ Pour un exemplaire de l'étude sur le Chili, contacter Marietta Maurer : fax (202) 623-2152, tél. (202) 623-2454, ou courrier électr. mariettam@iadb.org

INVESTISSEMENT

Stimulant pour une hausse

Déferlement des investissements étrangers directs

Les pays en développement ont reçu une portion beaucoup plus importante d'investissements étrangers pendant les années 90.

D'après le *Foreign Direct Investment in Latin America in the 1990s*, livre qui vient d'être publié par la BID et l'Institut pour les relations entre l'Europe et l'Amérique latine (IRELA), les pays en développement ont bénéficié de 40,5 % des investissements étrangers directs du monde en 1994, comparé à 15,8 % au début de la décennie.

Les investissements étrangers directs en Amérique latine et dans les Caraïbes sont passés à 11,3 % en 1994, en hausse par rapport aux 4 % de 1990.

Les entrées de capitaux étrangers étayent le processus de restructuration économique de la région, « et permettent le transfert des technologies les plus récentes ». Par ailleurs, ces nouveaux capitaux entraînent l'introduction de

nouveaux produits et stratégies pour les entreprises de la région.

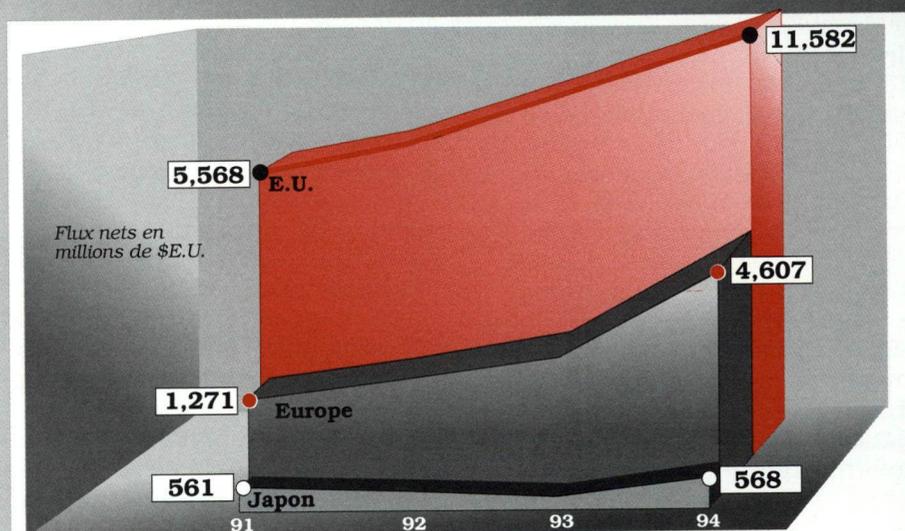
La crise mexicaine de 1995 ne semble pas avoir eu un impact sur ces flux d'investissements directs bien qu'elle ait affecté le portefeuille de flux de capitaux. « Les investisseurs étrangers ont été impressionnés en général par le fait que la plupart des pays restent attachés à la libéralisation économique et aux politiques de stabilisation. En 1995, ces flux se sont maintenus au niveau élevé atteint ces dernières années. »

Ce livre comporte des informations statistiques sur les flux d'investissement des Etats-Unis, du Japon et de 13 pays européens.

☎ Pour un exemplaire de cette étude, contacter la librairie de la BID : fax (202) 623-1709, tél. (202) 623-1753, ou courrier électr. idb-books@iadb.org

Davantage de fonds en direction du sud

Bond des investissements étrangers en Amérique latine



Par Europe, on entend les états membres de l'U.E. (sauf la Grèce et l'Irlande), plus la Suisse. Source : *Foreign Direct Investments in Latin America in the 1990's*, BID-IRELA, 1996.

GRAPHIQUE PAR CECILIA JACOBSON-BID

SECTEUR PRIVE

Accord avec un groupe espagnol

Davantage d'investissements

La BID et la Confédération espagnole des organisations commerciales exécuteront un programme conjoint de promotion d'une large gamme de projets d'investissements orientés vers le secteur privé en Amérique latine et dans les Caraïbes.

L'accord relatif à ce programme a été signé par le président de la BID et le président de la Confédération, J. M. Cuevas, en juillet à Madrid.

La BID et la Confédération échangeront des informations sur la coopération technique disponible pour aider les gouvernements à privatiser l'infrastructure matérielle, développer des PME et identifier des projets dans des secteurs susceptibles d'être financés par la BID sans l'aval des gouvernements.

Ces deux organisations ont également convenu d'identifier conjointement des possibilités d'investissement liées aux programmes financés par le Fonds multilatéral d'investissement (MIF) affilié à la BID afin d'aider les pays à créer des cadres réglementaires en vue de promouvoir le secteur privé. Elles définiront aussi les opportunités qu'ont les institutions financières espagnoles d'adhérer au MIF et à la SII pour investir dans les fonds de capitaux à risques.

Le groupe de la BID et la Confédération détermineront les projets d'infrastructure matérielle du secteur privé qui nécessiteront un financement international.

Elles collaboreront également dans divers domaines, tels que l'organisation de séminaires, la création de dispositifs d'informations afin de fournir un support en matière d'expertise aux opérations du MIF, et la coordination avec des organisations commerciales en Amérique latine.



PAUL OSBORNE

De hauts fonctionnaires de l'Equateur et du Pérou signent un accord visant à accroître la coopération en matière de développement des marchés financiers. Cette cérémonie a eu lieu après la réunion des autorités de contrôle.

TITRES

Corruption : mesures urgentes

Réunion d'un groupe international à la BID

Le Conseil des autorités de contrôle des Amériques (COSRA) a adopté une résolution contre la corruption à sa réunion annuelle au siège de la BID, à Washington, en juin.

Dans leur communiqué final, les autorités de contrôle ont invité les gouvernements à « élaborer et promouvoir des lois pour mettre fin aux paiements illégaux versés par des sociétés étatiques ».

En outre, les délégations, représentant les institutions de réglementation de 17 pays du continent américain, ont proposé que des vérificateurs indépendants soient nommés pour définir des procédures de détection d'irrégularités. Ils ont également préconisé un accès élargi aux informations concernant les comptes bancaires, comme moyen d'aider à combattre les paiements illégaux.

Le COSRA est la principale organisation au sein de laquelle les autorités de contrôle du continent travaillent en collaboration afin d'intégrer et de renforcer les marchés de titres.

La BID a été l'hôte de cette réunion, étant donné qu'elle s'est engagée à soutenir le processus d'intégration du Sommet des Amériques et à renforcer les marchés de capitaux de la région.

A cette réunion, le COSRA a proposé de promouvoir la transparence des informations sur les compagnies et de créer des mécanismes permettant aux investisseurs de rapatrier leurs bénéfices, comme moyen d'encourager la formation de capitaux.

Il a également reconnu l'importance des investisseurs institutionnels comme source de capitaux pour les petites entreprises, et il a préconisé la prise de mesures juridiques afin de protéger les droits des actionnaires minoritaires.

Dans le domaine de la formation de capitaux, le COSRA a recommandé le développement de marchés secondaires pour les petites compagnies parallèlement aux sources d'informations sur ces compagnies.

INTEGRATION

Même but, nouvelle mission

Comme la région, l'Institut de la BID évolue

L'Institut d'intégration de la BID dont le siège se trouve à Buenos Aires a été réorganisé afin de mieux satisfaire les besoins des économies dirigées par le secteur privé en Amérique latine.

Sous sa nouvelle forme, l'Institut d'intégration de l'Amérique latine et des Caraïbes (INTAL) soutiendra le processus de négociation en cours aux niveaux sous-régional et extra-régional, y compris la proposition d'Accord de libre-échange hémisphérique, l'Union européenne, et la Coopération économique Asie-Pacifique.

« La Banque se servira de l'INTAL comme mécanisme de réponse rapide afin de satisfaire les besoins en évolution de la région », a souligné récemment le directeur de l'INTAL, J. Taccone.

L'INTAL, qui a aidé à mener les activités d'intégration de la Banque

pendant les trois dernières décennies, exécutera les activités suivantes :

- ▶ des séminaires pour l'analyse de nouvelles études sur l'intégration et le commerce entreprises par l'intermédiaire d'un réseau de recherche régional.
- ▶ des forums pour débattre de la politique d'intégration, comprenant le secteur privé, les pouvoirs publics et les ONG.
- ▶ la diffusion d'informations grâce à son centre de documentation, Internet, sa revue mensuelle

Integration and Trade, et la distribution de DATA INTAL, un des logiciels les plus sophistiqués fournissant des statistiques détaillées sur le commerce.

- ▶ des projets d'assistance technique à l'appui de la mise en œuvre et de l'élaboration d'initiatives d'intégration sous-régionales et extra-régionales.

L'INTAL a également été réorga-

navantage sur les fonds de la BID donnera à l'INTAL une plus grande indépendance pour exécuter ses activités et accroître sa crédibilité vis-à-vis des pouvoirs publics, des hommes d'affaires et des syndicats. Cela lui permettra également d'être un meilleur intermédiaire pour trouver les solutions aux problèmes qui découlent du processus d'intégration économique.

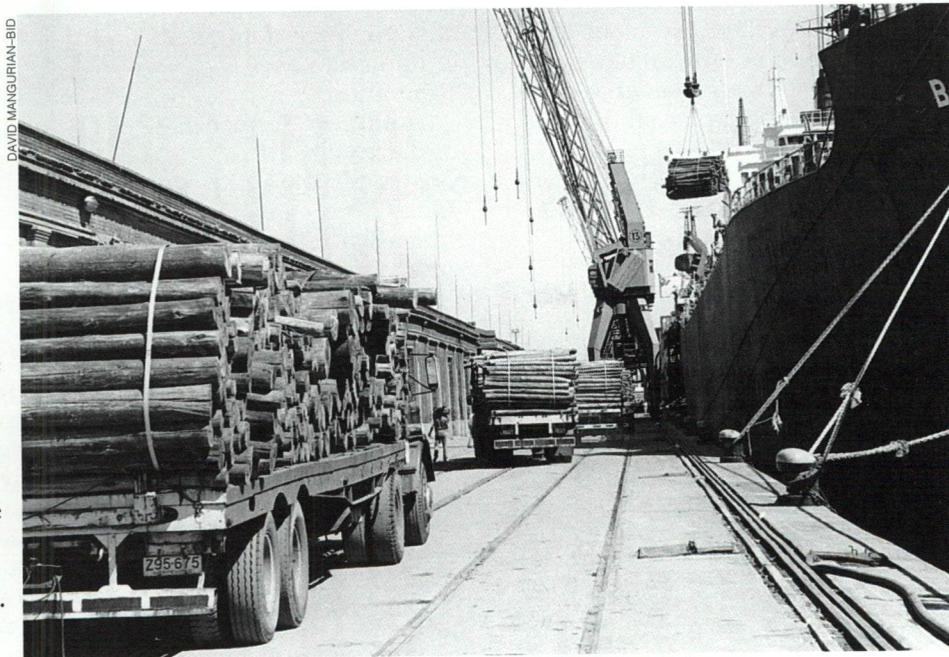
Les règles du marché. Pendant la majeure partie des 32 années d'existence de l'INTAL, les pouvoirs publics ont été le principal moteur du processus d'intégration, alors

que le secteur privé jouait un rôle relativement passif. C'est pourquoi, l'INTAL a concentré ses efforts sur l'assistance à apporter aux gouvernements pour qu'ils poursuivent leurs objectifs d'intégration.

Le nouvel INTAL sera de plus en plus en contact avec les organismes du secteur privé, y compris les syndicats et les ONG. Il aidera aussi les gouvernements à

faire participer le secteur privé à leurs délibérations concernant la politique d'intégration, et continuera de soutenir les gouvernements qui doivent gérer les problèmes résultant de l'intégration actuelle et des négociations commerciales.

« Aujourd'hui, la force derrière ce mouvement d'intégration est celle des marchés privés, soutenus par un environnement favorable de mesures gouvernementales », a affirmé U. Nogueira, économiste international à l'INTAL.



L'intégration menée par le marché présente problèmes et opportunités.

nisé et se basera davantage sur des connaissances techniques spécialisées disponibles dans la région pour exécuter ses projets. Il s'attachera aux économies orientées vers le marché et au commerce.

La BID a récemment approuvé un don de \$6 millions au titre de la coopération technique pour l'INTAL. Le financement sur quatre ans est presque le double de ce que les gouvernements de la région ont octroyé à l'INTAL jusqu'à présent.

Le fait de pouvoir compter

DAVID MANGURIAN-BID

ARGENTINE

Une mine d'or dans les cendres

Un volcan du Chili, l'Hudson, est entré en éruption en 1991, anéantissant les champs de cerisiers près de la frontière avec l'Argentine.

Cela est apparu comme une catastrophe économique : des dépôts de cendre atteignant 30 centimètres ont recouvert les terres de la vallée de Los Antiguos, menaçant la production sur un bon nombre d'années.

Pendant, ce pessimisme était prématuré. Aujourd'hui, les producteurs de la vallée reprennent le commerce de fruits avec une production annuelle de 90 000 kilos de cerises. En fait, ils s'en sont si bien sortis que 34 d'entre eux, tous membres de la Coopérative El Oasis (CAFEO), ont accru leurs expéditions et prévoient de s'implanter sur le marché lucratif du Brésil.

Ces producteurs, qui ne cultivent pas plus de cinq hectares de terres, sont retombés sur leurs pieds grâce à un prêt de \$410 000 de la BID qui a servi à construire une nouvelle salle d'entreposage pour les récoltes, à acheter du matériel d'irrigation et de réfrigération, et à engager des services de conseil.

L'intention de ces producteurs de vendre sur des marchés plus éloignés dépendait de l'acquisition

de matériel de réfrigération, car les cerises se détériorent rapidement, ce qui limite la distance à laquelle elles peuvent être expédiées. Grâce à la réfrigération, les membres de la coopérative ont pu vendre leurs fruits sur des marchés situés plus au nord de Buenos Aires et le long de la côte.

Cette année, ils se sont fixé un but encore plus éloigné, à savoir de vendre sur les marchés compétitifs de São Paulo (Brésil), et prévoient de doubler leur récolte de cerises en trois ans, et de la quadrupler en dix ans.

GUYANA

Aide aux écoles délabrées

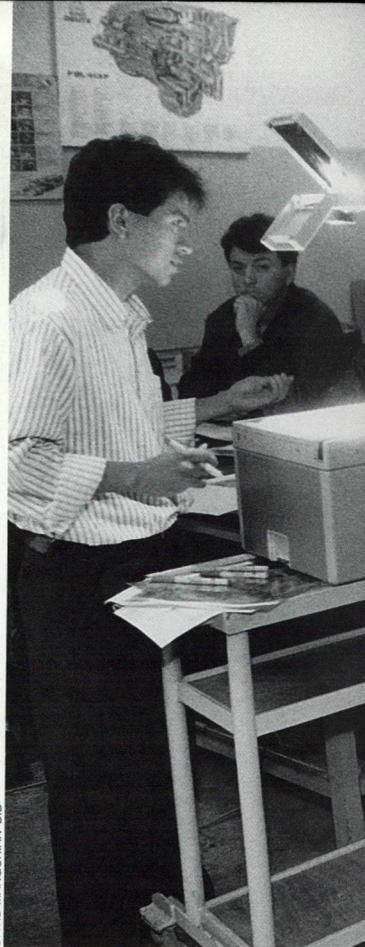
Les écoliers de la ville de Suddie, sur la côte Essequibo (Guyana), vont commencer une nouvelle année scolaire dans de nouvelles installations lumineuses et attrayantes.

Leur école a été récem-

ment rénovée dans le cadre d'un programme national visant à moderniser le système d'éducation primaire du pays.

Ce programme est financé par un prêt de la BID de \$46,4 millions, qui a permis la construction de 19 écoles et la remise en état de 36 autres. Le prêt de la Banque finance également l'amélioration générale du système d'éducation, telle que la formation des enseignants et la distribution de manuels et autre matériel, ainsi que le renforcement du ministère de l'Éducation.

La plupart des écoles primaires ont été construites il y a plus de 30 ans. Parce qu'elles ont été mal entretenues, elles ont absolument besoin d'être réparées ou remplacées. Beaucoup d'entre elles sont également bondées. Une étude réalisée en 1989 a montré que l'on a construit seulement 156 écoles primaires sur les



DAVID MANGURIAN-BID

369 du pays : 64 datent d'avant 1900, et 36 de 1900 à 1940.

PEROU

Une nouvelle vie à 54 ans

Bien que la privatisation des entreprises étatiques d'Amérique latine profitera à long terme aux consommateurs et aux économies nationales, l'impact à court terme sur les individus peut être brutal, mais ce n'est pas toujours le cas.

Pendant presque toute sa vie, A. Ríos Melgarejo a travaillé pour l'entreprise publique des chemins de fer, enregistrant les cargaisons allant des mines des montagnes andines jusqu'aux ports de la côte.

Puis, l'année dernière, les cinq plus grandes compagnies publiques du pays ont reçu l'ordre de comprimer leur personnel ; ceci constituant une démarche préliminaire à



PAT PIERRE

Cette nouvelle école primaire à Georgetown (Guyana) accueillera 840 élèves dès la fin des travaux.



D'anciens fonctionnaires apprennent à réparer le système électrique des voitures.

complique leur réinsertion sur le marché du travail.

REPUBLIQUE DOMINICAINE

Le dernier nœud sur le réseau

Un fonds anti-pauvreté géré conjointement par des représentants du gouvernement et de la société civile est devenu récemment la première institution publique en République Dominicaine à se brancher sur Internet.

En pénétrant l'espace cybernétique, le Fonds de promotion de développement des communautés (Pro-comunidad) peut fournir des données dans tout le pays pour un coût minimal.

Un financement de \$30 millions de la BID en 1994 a permis à cet organisme de financer des petits travaux d'infrastructure, des services sociaux de base dans les domaines de l'éducation, de la santé, de l'assainissement et du développement communautaire, et de fournir équipement, matériaux et formation.

En juillet 1996, Procomunidad avait approuvé 438 projets dont 111 ont été achevés.



DAVID MANGURIAN-BID

du Fonds multilatéral d'investissement de la BID.

A. Ríos a déjà pris des cours de fabrication de chaussures et de stylisme, et à présent il étudie la production en série. Il vient de créer une petite entreprise avec son gendre, qui a travaillé dans une usine de chaussures.

Ce programme prévoit de donner une nouvelle formation à 10 000 personnes licenciées depuis 1994 par la compagnie de chemins de fer, des usines, des compagnies minière, portuaire et pétrolière, toutes publiques. A ce jour, 3 500 personnes se sont inscrites aux cours, donnés en général par des instituts techniques privés. Les ouvriers versent un droit d'inscription d'environ \$17 et les cours sont gratuits.

Des assistantes sociales et des experts interviewent les étudiants afin de

déterminer leurs intérêts, aptitudes et les meilleures options. Les ouvriers en charge de l'entretien des chemins de fer, par exemple, suivent une formation pour réparer des voitures, du matériel de construction et des moteurs électriques. Mais pour les autres, tels que A. Ríos, les alternatives sont plus difficiles.

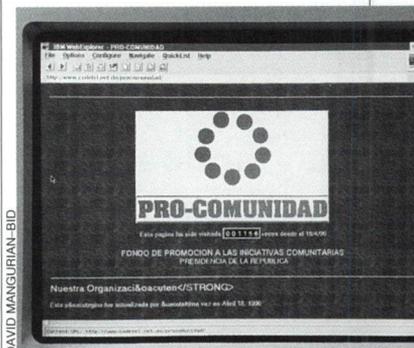
« D'abord, c'est un choc terrible de quitter une compagnie après tant d'années », rapporte P. Rodriguez-Paiva, coordinatrice du Centre d'aide de recyclage de la main-d'œuvre à l'ENEFER, la compagnie de chemins de fer. « Mais parfois, les gens ne sont pas conscients de leurs capacités. A. Ríos est plus heureux à présent. »

Trouver un emploi pour tous ceux qui suivent une nouvelle formation ne sera pas facile. La majorité des licenciés ont la cinquantaine, et P. Rodriguez-Paiva admet que leur âge

Alejandro Ríos Melgarejo

la privatisation. A. Ríos Melgarejo a été un des 30 000 fonctionnaires à recevoir une lettre de licenciement.

Ainsi à l'âge de 54 ans, A. Ríos est retourné sur les bancs de l'école. Comme des milliers de fonctionnaires licenciés, il a dû recommencer une nouvelle vie en prenant part à un programme de formation nouvelle financé par un don de \$6 millions



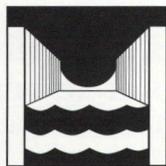
DAVID MANGURIAN-BID

Une entrée sur Internet.

PRETS

Equateur...\$20 millions

pour lutter contre les inondations et les coulées de boue sur les versants



du volcan Pichincha. Ce programme comprendra la construction d'infrastructure pour éviter les problèmes précités, et la promotion de techniques de préservation du sol. Les campagnes d'informations publiques et les efforts pour renforcer la gestion

municipale et la planification urbaine seront aussi mis en œuvre.

Le coût total du programme est de \$25 millions.

Pour un complément d'information, s'adresser à : *Empresa Municipal de Alcantarillado y Agua Potable de Quito*, Italia 933 et Avenida Mariana de Jesus, Quito (Equateur). Tél. (593-2) 507-873 ou 501-387, fax (593-2) 501-388.

Nicaragua...\$15 millions du Fonds des opérations spéciales pour l'assainissement du lac Managua et

INFORMATIONS SUR LES MARCHES DE LA BID

Le mensuel *IDB Projects* donne plus de détails sur ces projets et d'éventuels marchés de fournitures, de travaux publics et de services. Il décrit les projets récemment approuvés et ceux que la BID envisage de financer. Il publie aussi des avis de passation de marchés et d'adjudication.

Pour obtenir gratuitement un exemplaire de *IDB Projects*, contacter la Section d'information publique. Tél. (202) 623-1397, fax (202) 623-1403 ou Internet <http://www.iadb.org>

de la ville de Managua.

Ce programme comprend la remise en état et la modernisation du système d'épuration des eaux usées et une réduction de la prolifération des moustiques transmettant la malaria.

Le coût total de ce programme d'assainissement est de \$47 millions.

Pour un complément d'information, s'adresser à : *Instituto Nicaragüense de Acueductos y Alcantarillados*, 35 Avenida S.O., Managua (Nicaragua). Tél. (505-2) 66-7882, 66-7883/8, 66-7882/90, et fax (505-2) 66-7872.

Paraguay...\$82,3 millions

pour un programme de construction d'autoroutes qui appuiera l'intégration parmi les membres du MERCOSUR.

Le pourcentage des routes nationales que l'on peut utiliser toute l'année passera de 60 à 80 %.

Le coût total de ce programme est de

\$110 millions.

Pour un complément d'information, s'adresser à : *Ministerio de Obras Públicas y Comunicaciones, Subsecretaria de Estado de Obras Públicas y Comunicaciones*, Esquina Oliva y Alberdi, Asunción (Paraguay). Tél. (595-21) 44-1320, fax (595-21) 44-2105.

Paraguay...\$22 millions

afin de renforcer la branche judiciaire et moderniser l'état civil.

Les améliorations apportées au système judiciaire réduiront les retards, augmenteront la prévisibilité et la transparence, et protégeront les droits et libertés.

Le coût total du programme est de \$33,9 millions.

Pour un complément d'information, s'adresser à : *Corte Suprema de Justicia*, Palacio de Justicia, Alonso y Testanova, Asunción (Paraguay). Tél. (595-21) 48-1408, fax (595-21) 48-1402. Aussi à la même adresse : *Fiscalía General de la Nación*. Tél. (595-21)



WILLIE HEINZ BID

La grande mode

Agnes Albury montre fièrement des chapeaux fabriqués dans son entreprise à Nassau (Bahamas). Elle a pu accroître sa production grâce à un prêt reçu dans le cadre d'un programme de crédit financé par la BID géré par la Bahamas Development Bank.

48-1149, fax (595-21) 48-0205.

Pérou...\$150 millions afin de financer 9 000 petits projets afin d'aider les groupes à faibles revenus.



Des projets d'aide sociale permettront d'atteindre les objectifs en ce qui concerne l'enseignement, les soins de santé et l'assainissement. Les projets d'infrastructure viseront l'aménagement du territoire, l'électrification rurale, et des petits réseaux d'irrigation.

Ce programme de \$430 millions recevra un cofinancement de \$150 millions de la BIRD, ainsi que des fonds de contrepartie locaux de \$130 millions.

Pour un complément d'information, s'adresser au : *Fondo Nacional de Compensación y Desarrollo Social* (FONCODES). Paseo de la República No. 3101, San Isidro, Lima (Pérou). Tél. (51-1) 421-7944, fax (51-1) 421-7698.

Trinité-et-Tobago... \$120 millions pour la réfection et l'entretien



des routes principales.

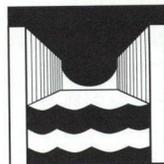
Ce programme s'élève à \$300 millions. La Banque de développement des Caraïbes et l'Union européenne apporteront également des fonds.

Pour un complément d'information, s'adresser au : Ministère des travaux et des des transports, Frederick Street, Port-of-Spain (Trinité-et-Tobago). Tél. (809) 627-6195, fax (809) 623-5681.

COOPERATION TECHNIQUE

Haïti...\$900 000 en financement non remboursable pour un programme d'amélioration

de la qualité du service d'eau potable et de son coût-efficacité.



Ce programme améliorera la participation locale à la prise de décisions et à l'inspection de ce service, et augmentera la viabilité des investissements par le biais de mécanismes de recouvrement des coûts.

Pour un complément d'information, s'adresser au : Ministère des Travaux publics, Transports et Communications, Palais des Ministères, Port-au-Prince (Haïti). Tél. (509) 22-3230, fax (509) 23-6220.

Région...\$1 million en financement non remboursable du Fonds spécial du Japon afin de financer 18 bourses pour des étudiants qui vont à



l'Escuela de Agricultura de la Región Tropical Húmeda (EARTH) au Costa Rica.

Par ailleurs, ces fonds financeront les services d'un expert japonais en agriculture organique, et fourniront de la formation.

Pour un complément d'information, s'adresser à : *Escuela de Agricultura de la Región Tropical Húmeda*, Las Mercedes, Guácimo, Limón (Costa Rica). Tél. (506) 255-2000, fax (506) 255-2726.

Région...\$10,85 millions en fonds non remboursables et \$1,26 million en dépenses administratives afin de

(suite p. 14)

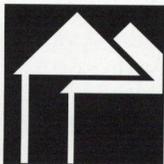


Inspection de marchandises

Inspection d'un nouveau couvre-lit fabriqué par les membres de la coopérative de Carapagua (Paraguay). Cette coopérative a pu accroître sa production grâce à un financement de la BID destiné à de la formation pour l'utilisation de métiers à tisser à pédale et à l'achat de divers matériel. Ces fonds ont été accordés dans le cadre d'un don d'assistance technique de \$1,37 million.

(fin de la p. 13)

soutenir un programme visant à améliorer la qualité des informations



techniques sur les conditions de vie en Amérique latine et dans les Caraïbes.

Le coût total de ce programme est de \$22,87 millions.

OBLIGATIONS

Australie...\$A 250 millions (\$193 millions)

échangés contre des dollars E.U.

pour les incorporer dans le capital ordinaire. Ces obligations à 3 ans - les premières à être lancées par la Banque en dollars australiens - qui sont assorties d'un taux de 7,60 % par an, ont été placées à 99,95 % de leur valeur.

Yamaichi International (Europe) Limited a été l'unique chef de file.



Pays-Bas...L'émission d'une

obligation publique de 350 millions de florins (\$204 millions) à incorporer au capital ordinaire.

Cette émission est assortie d'un taux annuel de 6,625 % et d'une date d'échéance au 1^{er} août 2006. Ces obligations ont été placées à 101,07 % de leur valeur, avec un profit de 6,76 % pour les investisseurs.

ABN AMRO HG est le

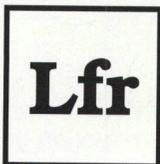


chef de file de cette émission ; Rabobank, Deutsche Morgan Greenfell, ING Bank et SBC Warburg étant les cochefs de file avec 15 autres banques locales et internationales.

Luxembourg...FLux 2 000

(\$64 millions) échangés en dollars E.U. à incorporer dans le capital ordinaire.

Les obligations à dix ans sont assorties d'un coupon progressif multiple



de 5,5 % par an entre 1996 et 2000, de 7,0 % entre 2001 et 2003, et de 8,75 % entre 2004 et 2006. Elles ont été placées à 102,2 % de leur valeur et viendront à échéance le 6 septembre 2006.

Paribas est le chef de file de cette émission avec d'autres banques locales et internationales.

Etats Unis...\$200 millions à incorporer dans le capital ordinaire.

Les obligations à 30 ans, venant à échéance le 1^{er} août 2026, ont été

placées à 99,9786 % de leur valeur et sont assorties d'un taux

semestriel de 6,95 %. Le prix réoffert est supérieur de sept points de base à celui d'obligations comparables du Trésor américain. Les investisseurs n'auront qu'une seule fois la possibilité de demander un rachat, le 1^{er} août 2006.

Morgan Stanley & Co. est le chef de file et le garant de cette émission.



WILLIE HEINZ - BID

Cocorico

Ces deux éleveurs de poulets de la Province de Canelones (Uruguay) ont pu faire des réparations et acheter de l'alimentation animale et des fournitures grâce à un prêt de \$850 au titre d'un programme de crédit financé par la BID. Ce programme, géré par le Mouvement de la jeunesse agricole, a aidé plus de 500 jeunes à accroître leurs productions et revenus.

EXPOSE DE LA BID AUX FIRMES LOCALES

Environ 150 chefs de file appartenant à l'administration et au monde des affaires de la ville de Washington se sont rencontrés au siège de la BID le 18 juin pour discuter du rôle et de l'importance de la présence de la BID dans cette ville.

Y participaient des représentants des comités internationaux de la Commission sur le commerce de Washington, de la Chambre de commerce du District de Columbia et la Commission municipale sur le commerce international.

Les participants ont discuté de trois sujets :

► La Banque en tant que personne morale et contribuant à la vie économique et culturelle de la ville.

► Washington en tant que ville internationale, et l'importance de la présence de grandes organisations, dont la Banque mondiale, le FMI et la BID. Le président de la BID, E. Iglesias, a affirmé que Washington a la plus grande concentration d'expertise latino-américaine dans l'hémisphère.

► L'importance de la BID comme source d'opportunités commerciales.

Selon Louise Tucker, directrice de la Commission sur le commerce international de la Chambre de commerce, cette réunion a donné l'occasion à la communauté de Washington de connaître la BID.

T. Powers, chef de la Division d'infrastructure de base et des finances, et

R. Devlin, chef de la Division des questions relatives à l'intégration, au commerce et à l'Hémisphère étaient parmi les conférenciers de la BID. Des représentants d'autres chambres de commerce, dont la Chambre de commerce hispanique de la région de Washington, et la déléguée du District de Columbia, E. H. Norton étaient présents.

NOUVEL ADMINISTRATEUR

María Antonieta de Bonilla a été nommée administra-



María Antonieta de Bonilla

teur pour le Belize, le Costa Rica, le Guatemala, le Honduras, le Nicaragua et le Salvador.

De nationalité guatémaltèque, M. Bonilla était jusqu'à présent vice-présidente de la Banque du Guatemala et de la Commission monétaire, institution dans laquelle elle a exercé des fonctions pendant 18 ans. Avant d'être nommée vice-présidente, elle était directrice des questions économiques en charge des départements de la programmation monétaire, de la recherche écono-

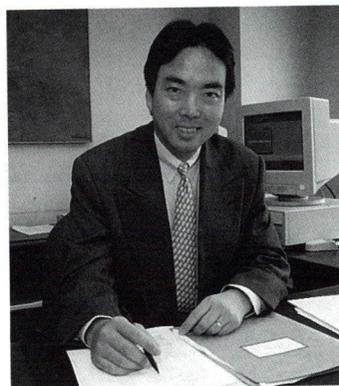
mique et des statistiques, et a été présidente du Comité technique au sein de cette banque. Elle a aussi été directrice des départements de recherche économique et de programmation monétaire, et chef du Centre de formation de la Banque. En 1994, elle était présidente des délégués du Groupe des Vingt-quatre.

M. Bonilla a une maîtrise d'économie de l'Université d'Illinois aux Etats-Unis, et une licence de l'Université de San Carlos au Guatemala.

PERSONNALITES

Nobuchika Mori a été nommé directeur adjoint du Sous-département des programmes, de la planification et des marchés de capitaux du département des Finances.

N. Mori est à l'heure actuelle directeur adjoint de la Division de coordination au Bureau des finances internationales du ministère des Finances au Japon. Auparavant, il était directeur adjoint de la Division des banques commerciales au Bureau responsable des banques



Nobuchika Mori

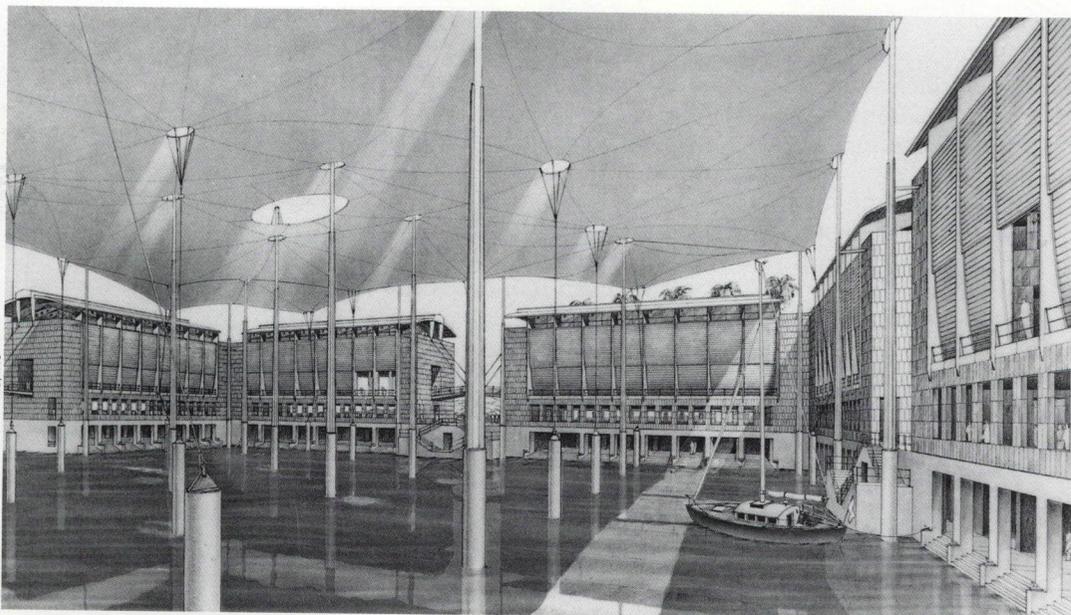
au ministère, vérificateur au Bureau en charge du budget au ministère, et directeur adjoint de la Division responsable des sociétés de valeurs mobilières. De 1986 à 1988, il était directeur adjoint de la Division des programmes régionaux du Bureau asiatique au ministère des Affaires étrangères au Japon.

Il a une licence de l'Université de Tokyo et une maîtrise en économie de l'Université de Cambridge.

BUREAU AU JAPON

Yoshihisa Ueda, représentant de la BID à Tokyo, et le représentant adjoint S. Yanagawa ont eu la visite de douze boursiers de la BID. Ils ont été mis au courant des activités du Bureau de Tokyo, et ont appris à connaître la société, la culture et l'administration japonaises. Ces étudiants qui viennent d'Amérique latine et des Caraïbes étudient aux Etats-Unis, au Japon ou en Europe.

Antonio Britto, gouverneur de l'Etat du Rio Grande do Sul (Brésil), s'est rendu au Japon pour développer les contacts avec le secteur privé. Il a également rencontré des fonctionnaires japonais et discuté de la possibilité que l'Eximbank du Japon cofinance avec la BID un projet de construction de routes afin que le Brésil, l'Argentine et l'Uruguay soient reliés plus facilement et pour que le flux de marchandises au sein du MERCOSUR soit facilité.



MACHADO AND SILVETTI ASSOCIATES, INC.

Cette vue du port de Palerme est un exemple de l'aménagement des espaces publics.

ARCHITECTURE

Un espace pour tous

Des travaux gratifiants en architecture urbaine

Un lieu public pourrait être considéré comme une transaction entre celui qui paie pour sa construction et les besoins de la communauté qui se servira de ce lieu. L'architecte a un rôle de charnière dans cette transaction.

C'est ainsi que l'architecte et urbaniste argentin Rodolfo Machado a commencé sa conférence, avec diapositives à l'appui, au Centre culturel de la BID à Washington.

« Les espaces publics sont le genre de travaux le plus gratifiant en ce qui concerne la conception urbaine », a affirmé R. Machado, associé dans le cabinet d'architecture Machado et Silvetti. « Mais d'une certaine manière, ce sont aussi les travaux les plus difficiles auxquels on prend part, car il existe de

nombreuses contraintes et l'on doit entamer un dialogue qui est parfois frustrant et apparemment interminable. »

Le cabinet Machado a conçu des espaces urbains aux Etats-Unis et à l'étranger, principalement en Italie. Au cours de cette conférence, il a montré trois de ses récents travaux.

Pour chacun de ces projets, les architectes ont concilié les désirs de leur client avec les besoins de la communauté, tout en prenant en compte les bâtiments et espaces environnants, ainsi que la signification que devaient avoir ces espaces.

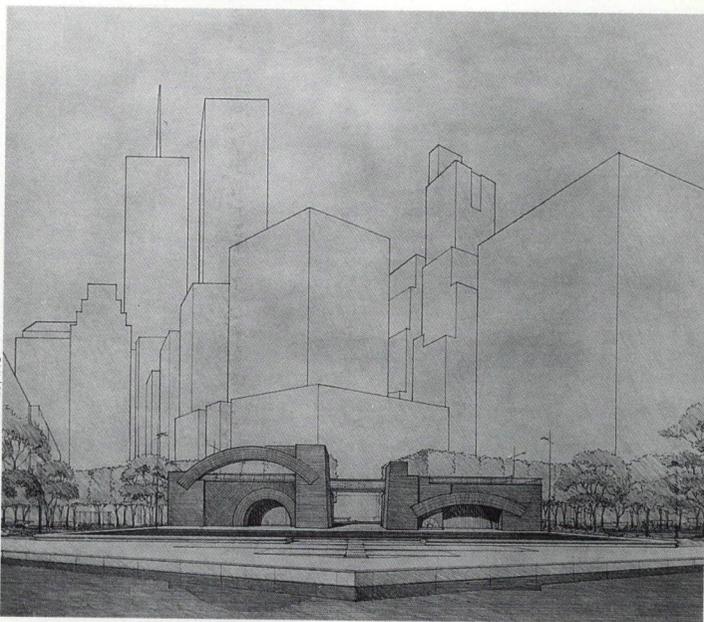
Le site du parc Battery, par exemple, est l'endroit le plus proche de la Statue de la Liberté à Manhattan, « ce qui en fait un lieu très privilégié ».

Avec en toile de fond certains bâtiments les plus élevés au monde, et au premier plan la plus grande statue au monde,

Machado et Silvetti ont créé un amphithéâtre autour d'un bâtiment massif en briques avec restaurants et terrasses. L'effet voulu est d'encadrer la statue pour une personne qui se trouve dans le parc, tandis que du côté de l'eau, le projet donne l'impression « d'un visage » gigantesque surgissant devant les gratte-ciels.

« L'inauguration devait avoir lieu début juillet, mais pour des raisons que je ne saisis pas - je ne comprends pas très bien la politique -, elle a été repoussée à cet automne... lorsque tout le monde sera revenu de vacances », explique R. Machado.

Tous deux n'ont conçu aucun espace public en Amérique latine, ce qui semble curieux puisque tous deux sont latino-américains. « C'est difficile d'obtenir un contrat en Amérique latine », a souligné Machado.



MACHADO AND SILVETTI ASSOCIATES, INC.

Un nouveau visage pour Manhattan dans le parc Battery.